Aile de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 30 AVRIL 1849.

...ion.—Oui, oui, il y a des circonstances atténuantes.

Raspail.—Oui, sur la première question; non sur la seconde. Il y a des circonstances atténuantes.

Fiotte.—Oui, sur la première question; non sur la seconde. Il y a des circonstances atténuantes.

Quentin.—Oui, sur la première; non, sur la troisième. Il y a des circonstances atténuantes.

Degre.—Non, l'accusé n'est pas coupable.

Larger.—Non, non.

Bürne.—Non, non.

Thomas.—Non, non.

Général Courtais.—Non, non. (Vive sensation.)

Villain.—Non, non.

Après le prononcé de ce verdict, dont la présentation est accueillie avec un silence de mort, M. le président donne l'ordre de ramener dans leurs six accusés en faveur desquels vient d'être prononcé le verdict d'acquittement.

Ils entrent en silence, calmes, recueillis. Le greffier donne lecture de la déclaration, avec l'acquittement, et donne l'ordre que Barbès, Larger, Bürne, Thomas, Courtais en soient, sur-le-champ, mis en liberté sur le champ, s'ils ne sont retenus pour autre cause.

Les six accusés quittent de l'audience, où M. le président donne l'ordre de ramener Blanqui, Raspail, Barbès, Sobrier, Quentin et Raspail. Ils rentrent à l'audience, le sourire sur les lèvres, et échangent d'affectueuses poignées de main avec leurs amis et leurs défenseurs.

Le greffier donne lecture du verdict.

M. le procureur-général requiert ensuite l'application, contre Blanqui, Albert, Barbès et Sobrier, des articles 87 et 91 du code pénal, modifiés par l'article 5 de la Constitution de 1848, portant abolition de la peine de mort en matière politique.

Puis Blanqui, Sobrier, Raspail, Flotte et Quentin, en faveur desquels a été reconnue des circonstances atténuantes, l'application de l'article 67, modifié par l'article 5 de la Constitution.

M. le Président adresse ensuite aux accusés la question d'usage : Avez vous quelque observation à présenter sur l'application de la peine ?— Rien, aucune, répondirent-ils. Flotte ajoute : Je n'ai pas l'habitude de rien demander.

M. le Président ordonne de faire retirer les accusés, qui quittent leurs bancs en échangeant des paroles de remercîment, presque de félicitation, avec leurs défenseurs.

Nous entendons Raspail dire à voix basse, en serrant la main de Me Auguste Rivière : "Il est plus beau d'être condamné que de condamner."

La cour se retire pour délibérer. Le haut jury, le parquet et les deux juges assesseurs restent toutefois dans la salle d'audience.

Au bout de trois heures, la cour remonte à son siége. Les accusés sont introduits.

Le nombre des gendarmes a été plus que doublé.

M. le président prononce l'arrêt qui suit :

"Attendu qu'il en résulte que les accusés Auguste Blanqui, Alexandre Martin (dit Albert), Armand Barbès et Marie-Joseph Sobrier sont reconnus coupables.

"Du 15 d'avoir, en mai 1848, commis un attentat ayant pour but de changer ou de détruire le Gouvernement ;

"2o D'avoir, à la même époque, commis un attentat ayant pour but d'exciter la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres ;

"Attendu que le jury a reconnu l'existence de circonstances atténuantes en faveur de Blanqui et de Sobrier ;

"Attendu que les accusés Raspail, Flotte et Quentin sont reconnus coupables d'avoir, en mai 1848, commis un attentat ayant pour but de détruire et de changer le Gouvernement ;

"Attendu que le jury a reconnu l'existence de circonstances atténuantes en faveur de tous les accusés ;

"Attendu que les faits déclarés constans par le jury, constituent, à l'égard de Blanqui, Martin (dit Albert), Barbès et Sobrier, les crimes prévus par les articles 87 et 91 du code pénal, modifiés par l'article 5 de la Constitution de 1848 ;

"Et pour Blanqui et Sobrier, par l'article 463 du même code ;

"Et à l'égard de Raspail, Flotte et Quentin, le crime prévu par l'article 87 du code pénal, modifié par l'article 5 de la Constitution de 1848 et par l'article 463 du même code ;

"Faisant application desdits articles aux faits ci-dessus déclarés constans ;

"Ouï le ministère public dans ses réquisitions ;

"Ouï les accusés sur l'application de la peine ;

"Après avoir délibéré ;

"La Cour condamne, savoir :

"Armand Barbès, Alexandre Martin (dit Albert), à la peine de la déportation ;

"Louis Auguste Blanqui, à dix années de réclusion ;

"Joseph-Marie Sobrier, en sept années de la même peine ;

"Vincent-François Raspail, en six années de la même peine ;

"Benjamin Flotte et Auguste-François Quentin, chacun en trois années de la même peine ;

"Condamne solidairement les susnommés aux frais envers le Trésor public ;

"Et, par suite, qu'en conséquence Blanqui, Sobrier, Raspail, Flotte et Quentin, ne pourront être élus députés à l'Assemblée nationale ou 13 décembre 1848, et la loi du 15 avril 1832, fixe à trois mois pour chacun d'eux la durée de la contrainte par corps ;

"Ordonne que le présent arrêt sera exécuté à la diligence du procureur général près la haute cour.

Les accusés, qui ont écouté dans un profond silence leur condamnation, se retirent.

L'audience est levée à onze heures cinq minutes.

Immédiatement après le prononcé du verdict les accusés acquittés ont été mis en liberté.

Le bruit s'était répandu à Bourges que les condamnés devaient être enlevés de leur prison cette nuit même pour être dirigés, Albert et Barbès sur la citadelle de Doullens, Blanqui, Sobrier, Raspail, Flotte et Quentin sur une des prisons centrales. Il n'en a rien été, et aucun des hommes bien renseignés, ils doivent rester encore quelques jours au donjon de Jacques-Cœur.

Le 15 de mai, commence le 7 mars, a fini le 2 avril. Il a duré cependant vingt-quatre audiences, en défalquant les deux dimanches où la cour n'a pas siégé.

LE BANQUET DE L'ÉGALITÉ.

On lit dans le *Journal des Débats* :

"Le banquet dit de l'Egalité, des anciens députés de la Luxembourg, a réuni aujourd'hui à Saint-Cloud, dans les vastes salles des cuisiniers, barrière de Sèvres, environ 1,200 convives, hommes, femmes et enfans, parmi lesquels on remarquait plusieurs représentans du peuple qui siégent à la Montagne, entr'autres MM. Joly père, Félix Pyat et Pierre Leroux. Parmi les inscriptions qui tapissaient la salle du banquet, on remarquait les suivantes :

"A nos frères de Vienne, d'Italie et de Pologne ! Organisation du travail : délégués du Luxembourg. Louis Blanc, Barbès, Raspail, Albert, Cabet, Blanqui, etc."

"Immédiatement après l'entrée des convives, le commissaire de police de Vaugirard, revêtu de ses insignes, assisté de trois officiers de paix et précédé d'un tambour, s'est présenté à la porte, dont l'entrée lui a été refusée.

"Une discussion assez vive s'est alors établie entre le commissaire de police et les commissaires du banquet sur les lois qui régissent la matière, les commissaires du banquet soutenant que la loi du 28 juillet n'est pas applicable en l'espèce, et que celle de 1790 a été abrogée par la Constitution ; le commissaire de police soutenant, au contraire, que la loi de 1790 est toujours en vigueur. S'appuyant sur le droit que cette dernière loi donne, le commissaire de police a fait une nouvelle et infructueuse tentative pour entrer dans la salle.

"Voyant qu'en cette position qui lui était faite, le magistrat n'est retiré avec les officiers de paix pour dresser procès-verbal.

"Le banquet, suspendu pendant cet incident, qui a duré près de trois quarts d'heures, a commencé aussitôt après ; il a été très animé. Les toasts n'ont pas été aussi nombreux que de coutume ; mais ils ont été accueillis, la plupart, par de vifs applaudissemens et des vivats enthousiastes. Voici les principaux :

"*A la Révolution !* par M. Gautier.

"Les développemens de l'orateur, qui a fait l'éloge de MM. Louis Blanc et Albert, l'apologie du droit au travail, de la Banque du Peuple et la critique du pouvoir actuel, sont été souvent interrompus par de bruyans applaudissemens de par les cris de : *A bas la guillotine ! Mort aux tyrans ! A bas l'échafaud politique !* par allusion à l'exécution de deux des condamnés dans l'affaire de l'assassinat du général Bréa.

"Etouffé, est venu le toast suivant : *Au peuple dans le Luxembourg !* envoyé par M. Louis Blanc.

"M. Félix Pyat : *Aux soldats !* à l'armée nouvelle, républicaine, qui n'est plus à un homme, mais à tous, qui n'est plus au roi, mais au peuple ! Bravo ! bravo ! qui n'est plus l'armée de la force, mais de la liberté.

"M. Pierre Leroux a prononcé un discours en faveur du droit de réunion.

"Au moment où M. Pierre Leroux quitte la tribune, un convive s'en empare de force et provoque une assez vive agitation ; les membres du bureau veulent l'empêcher de regrimper la parole, mais ils luttent en vain contre son opiniâtreté ; le convive se cramponne à la tribune, tenant d'une main un paquet assez volumineux d'imprimés qu'il lance ensuite en le divisant, on se dispute, on se les arrache, et chacun paraît en possession de son exemplaire, le lire ou le connaît. On apprend alors que l'auteur distributeur est M. Jean Journet, qui récite lui-même une de ses œuvres, et consent ensuite à quitter la tribune.

"On a aussi entendu les toasts suivans : A l'abolition de la conscription ! par M. Jean-Macé ; A l'union de tous les travailleurs ! par M. Cœur-de-Roi ; A l'organisation du travail ! par M. Cognet (de Lyon) ; A la solution du plus grand problème qui ait jamais occupé l'attention humaine, à l'organisation du travail ! par M. Brisebane, socialiste américain ; A nos frères les galériens politiques ! par M. Lemaire ; A l'abolition du salaire et à l'association universelle ! par M. Gamet ; Au triomphe définitif de la République démocratique et sociale ! par M. Joly père ; A Louis Blanc ! par M. Leclère.

"On a entendu, en outre, la lecture de plusieurs pièces de poésie. Le banquet s'est terminé par des chants patriotiques."

FAITS DIVERS.

LE CHOLÉRA A PARIS.

Au reste, les progrès du choléra continuent à être assez lents et peu redoutables : quelques nouveaux exemples se montrent tous les jours dans les hôpitaux ; mais la proportion en est très forte, et les prévisions favorables que les médecins ont portées, d'après le début de la maladie, ne sont point remplies jusqu'à présent. Il est à remarquer d'ailleurs que la mortalité au début des cas observés se nomme proportionnée à l'hôpital même, c'est-à-dire chez des individus déjà affaiblis par des affections plus ou moins graves. On peut évaluer à deux cents le nombre des cholériques constatés depuis 9 mars. C'est une moyenne de trente par jour, depuis quinze jours que la maladie a paru. Dans la première épidémie, après une période de temps semblable, les morts augmentaient chaque vingt-quatre heures de plusieurs centaines, et le quatorzième jour (celui auquel nous sommes arrivés en ce moment arrivé), plus de douze cents personnes étaient atteintes, et huit cent quarante périssaient. Nous avons dit que le choléra de 1848-49 n'était plus ce fléau terrible qui avait ravagé l'Europe en 1832. Ces tristes souvenirs du passé, mis en regard d'un présent fort rassurant, en sont la preuve la plus frappante et la plus heureuse.

Voici au surplus, d'après l'*Union Médicale* d'aujourd'hui, le tableau qui résume le mouvement des cholériques dans sept des plus grands hôpitaux de Paris, depuis le commencement de l'épidémie :

Hôtel-Dieu,	30	Cholériques.	16 Morts.
Charité,	26	—	13 —
Pitié,	26	—	13 —
Salpêtrière,	28	—	15 —
Saint-Louis,	20	—	10 —
Beaujon,	10	—	6 —
Des-Enfans,	2	—	2 —
	142		75

— Le général Jérôme Bonaparte vient de nommer aide-de-camp, qui s'occupera de la rédaction d'une histoire de l'Hôtel des Invalides et des militaires qui l'ont habité depuis la fondation.

ITALIE.

LES ITALIENS VAINCUS.—ABDICATION DE CHARLES ALBERT.— ARMISTICE.

Les hostilités, on le sait, ont été reprises le 20 mars entre les Piémontais et les Autrichiens.

Antérieurement à cette journée, les 2e, 3e, 4e et 5e divisions, formant la gauche de l'armée piémontaise, étaient à Novare, Vigevano, sur le Haut-Tessin, les 1re et 6e sur le Bas-Tessin et le Pô, à Casale, Alexandrie et devant Pavie. Une brigade expéditionnaire était à Arona sur l'extrême gauche.

Les Autrichiens étaient massés sur le Tessin et le Pô, de Binasco à Plaisance, avec leur centre à Pavie.

" Le roi de Sardaigne passa le Tessin, le 20, avec la 2e division, et l'armée s'ébranla de Buffalora à Vigevano, la réserve à Novare, et l'avant garde à Magenta.

" Les Autrichens, de leur côté, passèrent le Tessin, le Pô, et, se reployèrent devant eux les Lombards qui composaient la 6e division, et qui se rentrèrent en désordre derrière le Pô, à Mezzano-Corte. Deux autres divisions autrichiennes traversèrent le Tessin à Travellone et Zerbolo, et prirent position sur le flanc droit des Piémontais.

" Le matin du 21, un corps autrichien attaqua les 2e et 3e divisions piémontaises à Sforzesca, et deux autres corps marchèrent sur Vercel; l'attaque des Autrichiens eut lieu depuis Vespolate jusqu'à Novare. Mortara, au centre, fut enlevé par eux après un combat très court, où la première division piémontaise, qui avait reçu ordre de prendre position dans la plaine, pour boucher la trouée entre Casale et Vercel, n'a pas, à ce qu'il paraît, rempli cette mission.

Le 22 fut une journée décisive.

Le 23 a été livrée la grande et décisive bataille de Novare. Voici le bulletin publié par le gouvernement Sarde :

" C'est le 23 mars qu'a eu lieu la bataille campale; les troupes étaient fatiguées des longues marches et contre-marches des jours précédens; mais la bataille ne pouvait être ajournée, l'ennemi ayant commencé l'attaque.

" La ligne de bataille s'étendait du Bicocca, petit hameau à cheval sur le chemin de Mortara, jusqu'au canal situé un peu en arrière de la ferme dite de la Cour Neuve, du côté de la route de Vercelli.

" La première division, composée de la brigade Aoste et de la Reine, formait l'aile droite, qui s'étendait sur la hauteur de la Cour Neuve, à gauche de la route de Vercelli ; elle était commandée par le général Giovani Durando.

" La seconde division prenait position devant la ferme dite la Citadelle; elle était composée des brigades Cuneo et Parmesane.

" La troisième, composée des brigades de Savone et de Savoie, s'appuyait aux maisons et à l'église qui dominent la Bicocca. Elle était commandée par le général Perrone. Le duc de Savoie se tenait entre ces deux corps d'armée, à gauche de la cinquième division.

" Saluzzo, avec ses bataillons, était sur le chemin de Trecate.

" Le duc de Savoie appuyait l'aile droite avec les brigades Cuneo et des gardes. Il était à portée de distance de la ville, dans la partie basse, qui s'étend immédiatement sous les murs du côté de la route de Vercelli.

" A 11 heures du matin, les Autrichiens ont commencé à attaquer la Bicocca, sur notre gauche. Après quelques décharges assez vives, le feu ne tarda pas à s'étendre sur toute la ligne de bataille.

" Le régiment de Savone, placé en première ligne, plia et força la brigade de Savoie à entrer au feu. Peu après, Savoie et Savone reprenaient leur position perdue et y avançaient jusqu'à la ferme Lavinchi, sur la gauche de la position. Un même temps le feu des Autrichiens se ralentissait sur notre gauche, et tous leurs efforts paraissent se porter sur notre centre, à la citadelle qui fut prise et reprise plusieurs fois par les brigades Casale, Acqui et Parmesane commandées par le général Bes.

" Alors, l'attaque des Autrichiens devint plus furieuse sur notre centre ; les brigades Savoie et Savone commençaient à se replier vers la Bicocca. Peu après, nous perdîmes cette position, qui décidait du sort de la journée. On appela au secours la réserve du duc de Gênes. Le duc combattit vaillamment ; deux chevaux lui furent tués sous lui, et dût à la fin diriger l'action à pied ; mais tous ses efforts furent inutiles.

" Alors, les Autrichiens portèrent toutes leurs forces sur notre centre. L'action s'engagea avec une extrême vivacité sur notre droite et sur notre centre, mais nos bataillons se replians les uns sur les autres, durent, à la fin du jour, battre en retraite.

" La journée était perdue pour nous. Le centre et l'aile droite se rallians sous les murs de la ville opposèrent encore quelque résistance à l'entrée de la nuit."

Nous trouvons de nouveaux détails dans le *Corriere* de Turin. Les voici :

La bataille, commencée à onze heures et demie, le 23, allait toujours pour nous jusqu'à quatre heures et demie; alors la fortune se déclara. Nous avions perdu les positions, non régimentées qui quitté le champ de bataille l'un après l'autre. L'Autrichien est arrivé presqu'aux portes de Novare. — S. M. Charles-Albert, constamment exposé au feu, là où le péril était le plus grand.

" Les balles pleuvaient au-dessus de sa tête, plusieurs hommes sont tombés à ses côtés. La nuit, il continuait de diriger la défense, réduite à la ville. Le général Giacomo Durando a été forcé de l'entraîner par le bras, pour qu'il cessât de courir de terribles dangers inutilement : " Général, dimit le roi, c'est mon dernier jour; " laissez-moi mourir *le questo il mia ultimo giorno*; " *no, la aceitami morire.*)"

" Lorsque le roi a vu que l'armée ne pouvait pas tenir davantage et qu'il était nécessaire de demander une suspension d'armes, il a dit : " Ma tâche est désormais accomplie; je ne veux plus rendre de services à la patrie, à laquelle depuis dix-huit ans je consacre ma vie. J'ai vainement cherché trouver la mort dans la bataille; après mûre réflexion, j'ai résolu d'abdiquer." Les ducs de Savoie et de Gênes, le ministre Cadorna, le général-major et les aides-de-camp l'entouraient; ils le pressaient tous de revenir sur cette décision. Il a répondu avec fermeté : "Non, ma résolution est bien arrêtée; je ne suis plus roi. Le roi, c'est Victor, mon fils."

" Il a embrassé toutes les personnes présentes, remerciant chacune des services rendus à lui et à l'Etat. A minuit, il est parti, accompagné de deux domestiques seulement."

La nouvelle de l'abdication a été reçue par la chambre des députés, à Turin, avec une émotion profonde. De généreuses paroles ont rendu un juste hommage "au héros, au martyr de la liberté italienne." Le roi Victor-Emmanuel a prêté serment dans la séance du 27 mars. A cette occasion, il s'est exprimé en ces termes :

" En prenant les rênes de l'Etat dans des circonstances douloureuses qu'un autre je sers la gravité et l'incertitude, j'ai déjà dit à la nation qu'elles étaient mes intentions. La consolidation de nos institutions constitutionnelles, le salut et l'honneur de la patrie commune seront le constant objet de mes pensées, et j'espère pouvoir réussir avec l'aide de la divine Providence et votre concours.

" Profondément pénétré de la gravité de mes devoirs, j'ai accepté avant vous l'acte solennel du dernier règne qui devra diriger ma vie."

Les hostilités ont été reprises et commencées après la bataille de Novare, grâce à l'intervention des ambassadeurs anglais et français, et le 25 mars, le maréchal Radetzki, d'une part, le major-général Chrzanowski, ont signé l'armistice suivant :

Le roi de Sardaigne donne une assurance positive et solennelle de faire cesser, en tant qu'il dépendra de son pouvoir, un traité de paix sur les bases des articles suivans :

Art. 1er. Le roi de Sardaigne licenciera les corps militaires hongrois, polonais et lombards, se réservant de conserver ceux qu'il jugera nécessaires pour la défense de ses états.

2. Le comte Radetzki s'entremettra auprès de S. M. l'empereur, afin que complète exécution soit accordée aux soldats hongrois, polonais et lombards, sujets de S. M. susénoncée.

3. Le roi de Sardaigne permet que 10,000 hommes d'infanterie et 2,000 hommes de cavalerie occupent le territoire compris entre le Pô, le Tessin et la Sesia, et que les troupes Autrichiennes composent la moitié de la garnison dans la citadelle d'Alexandrie.

Cette occupation n'exercera aucune influence sur l'administration civile et judiciaire de Novare. 1,000 Autrichiens pourront composer la moitié de la garnison de la ville et citadelle d'Alexandrie, et l'autre moitié sera composée de troupes de S. M. sarde. Les Autrichiens auront libre communication entre Alexandrie et la Lomellina par la rive droite. Il sera nommé une commission militaire mixte pour régler l'étendue des troupes autrichiennes. Serbat, désarmés par les troupes sardes les duchés de Modène, Plaisance et Toscane, c'est-à-dire les territoires qui, avant la guerre, n'appartenaient pas au Piémont.

4. L'entrée de la moitié de la garnison autrichienne, dans la citadelle d'Alexandrie, ne pourvait avoir lieu que deux jours après la ratification par le gouvernement sarde.

5. Le duché sarde quittera l'Adriatique avec tous les bâtimens à vapeur dans le délai de quinze jours, comptés dans ces ports, et les Piémontais qui se trouveront à Venise auront l'ordre de rentrer dans leurs anciennes limites dans le même délai.

6. Le roi Victor-Emmanuel promet de conclure une paix prompte et durable, et de réduire l'armée sur l'ancien pied de paix.

7. Le roi de Sardaigne regarde comme invariables toutes les conditions stipulées ci-dessus.

8. Il sera envoyé des plénipotentiaires réciproquement dans une ville quelconque, qui sera déterminée à l'effet de conclure la paix définitive.

9. La Lombardie sera faite indépendante de la situation du présent armistice.

10. Si l'on venait à ne pas conclure la paix, la dénonciation de l'armistice aura lieu dix jours avant la reprise des hostilités.

11. Seront rendus réciproquement et promptement tous les prisonniers de guerre.

12. Tous les Autrichiens qui ont déjà passé le Ticin seront tenus de rentrer dans les limites ci-dessus tracées.

Ces actes, lu le 27 mars à la tribune de la chambre des députés a soulevé de vives rumeurs : les mots de trahison, d'infâmie ont été prononcés. Il en a été de même parmi la population qui se montre assez mal disposée à accepter l'œuvre du gouvernement.

Des lettres de Milan annoncent que Radetzki était rentré dans cette ville le matin de ce jour, après une absence de 11 jours seulement. C'est à peine, bien entendu, si la rapidité des événemens a laissé à quelques symptômes des troubles le temps de se manifester.

Il va sans dire qu'une agitation des plus vives régnait dans toute l'Italie, principalement à Gênes, à Florence, à Rome. Mais la bataille et l'armistice de Novare enlèvent toute importance aux mouvemens tardifs qui pourraient éclater.

La *Gazette Piémontaise* publie la composition définitive du nouveau ministère. On remarquera que le roi, pour le fortifier, lui a adjoint Gioberti, comme ministre sans portefeuille, mais chargé, par intérim, de l'instruction publique :

De Launay, affaires étrangères et présidence du conseil ;

Pinelli, intérieur ;

Demargherita, garde-des-sceaux, affaires ecclésiastiques, grâce et justice ;

Mamiani, instruction publique ;

Lamarmora, guerre et marine ;

Nigra, finances ;

Galvagno, travaux publics, agriculture et commerce ;

Mamelli, instruction publique ;

L'abbé Vicenzo Gioberti, ministre sans portefeuille, chargé par intérim de l'instruction publique.

TROUBLES A GENES.—Les journaux de Turin contient compte du mouvement qui a éclaté à Gênes le 29 mars. On a nommé le tocsin, fermé les portes de la ville, et les auteurs du mouvement ont parcouru les rues, armés à la main, non pas pour marcher contre les Autrichiens, mais pour empêcher l'entrée dans la ville d'une division piémontaise commandée par le général La Marmora, dont on avait annoncé l'arrivée. Les autorités ont calmé l'effervescence en lisant, à la garde nationale, les deux forts de Gênes et Sestri.

C'est la séance de la chambre des députés qui a produit cette démonstration. Le conseil municipal s'est rendu en masse auprès de Gênes pour courager la chambre, lui offrir un asile, et trois conseillers municipaux sont partis immédiatement pour Turin. En y arrivant, ils ont publié dans les journaux l'adresse destinée à la chambre, qui avait été dissoute par le roi.

Le consul anglais à Gênes, M. John Brown, a publié une proclamation où "vu, dit-il, le tumulte qui règne dans la ville, et l'apparence qu'il existe un danger de voir l'ordre de choses s'anéantir," il prie les consuls étrangers de vouloir bien se porter ultérieurement au milieu de ses nationaux, et déclare qu'au besoin les forces anglaises stationnées dans le port prendront toutes les mesures nécessaires pour protéger aux sujets britanniques une protection efficace.

Les journaux de Gênes s'élèvent contre cette proclamation de M. Brown, qu'ils pas, disent-ils, comprise le caractère du mouvement contre lequel il proteste.

L'Assemblée constituante de Florence, réglant en commun secret, a nommé dictateur M. Guerrazzi, qui, en cette qualité, jouira de toutes les attributions du pouvoir exécutif.

— La *Gazette d'Augsbourg* parle de l'insurrection qui a eu lieu à Brescia. Les insurgens ont arboré le drapeau rouge, barricadé le chemin qui conduit au château, et fait prisonniers l'autorité militaire et les officiers autrichiens. La citadelle ayant fait feu sur la ville, les insurgés ont déclaré qu'ils couperaient une tête d'officier autrichien par chaque coup qui tirerait sur la ville. Là-dessus, le feu a cessé.

ROME.—On écrit de Rome, 24 mars :

" Nous avons en ce moment douze bataillons de la garde nationale des provinces nobiliaires pour la garnir de l'indépendance.

" On va également former un corps qui sera appelé bataillon des financiers, et qui sera mis à la disposition du ministre de la guerre.

" Le bataillon universitaire est également mis aux ordres du ministre de la guerre, et marchera où l'appellera la cause italienne.

" Les carabiniers de l'Etat donnent la même confiance et des idées de garde nationale. Cela va menacé Loconex et Balsamo Crivinsuli, les vilains des mines et le rayon de Cornetto. Le général Rossberg qui n'était pas assez fort, a demandé pour lui renforcer, fit un mouvement de flanc. Le général Schlick cherche à contenir l'ennemi. La garnison de Pesth et de Ofen a été complétée."

Dans la Transylvanie, la nouvelle de la perte de 60,000 Russes prend de la consistance. Une partie de cette force aurait déjà franchi la frontière et le général Bem aurait été détaillé.

On lit dans la *Gazette de Cologne* :

" Bem a été, dit-on, battu par le général Puchner d'un côté, et par les troupes de Jellachich, sans qu'il y ait eu jonction des corps d'armée qui opèrent séparément. Des lettres de la Transylvanie annoncent qu'on s'attend à l'entrée de 60,000 Russes. On prétend que l'empereur Nicolas, dans un manifeste spécial, a exposé la nécessité de s'opposer à la propagande polonaise, qui rend plus difficile de vaincre les insurgés hongrois. Une partie de ces troupes a déjà franchi la frontière. Les nouvelles de Pesth portent le *Lloyd* sont parfaitement d'accord avec celles-ci, que nous empruntons à la correspondance générale de *Vienne.*"

ELECTION DU ROI DE PRUSSE A L'EMPIRE D'ALLEMAGNE.

Le *Moniteur* confirme, en ces termes, cette importante nouvelle :

"Le roi de Prusse vient d'être proclamé empereur des Allemands par l'Assemblée Nationale : 290 membres ne sont prononcés pour ce choix, 248 se sont abstenus de voter.

"Une députation de vingt-quatre représentans va se rendre à Berlin pour offrir la couronne à Frédéric Guillaume IV."

A ce sujet, on écrit de Francfort, en date du 29 mars :

" L'Assemblée Nationale a procédé aujourd'hui à l'élection de l'empereur. Depuis que la probabilité est présente l'empereur, depuis que le président est présente l'empereur, depuis que le président est présente l'empereur, depuis que le président